

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IMERYS CERAMICS FRANCE

Site de Beaujard
77160 Poigny

Références : D1 c 2026-347
Code AIOT : 0005702524

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement IMERYS CERAMICS FRANCE implanté Lieu-dit Le Châtelet 51120 Nesle-la-Reposte. L'inspection a été annoncée le 30/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans l'action remblayage régionale suite à une plainte d'un groupement forestier ayant des doutes sur les matériaux utilisés pour le remblayage ainsi que sur la qualité du reboisement de compensation, suite au défrichement autorisé pour l'exploitation du gisement d'argile.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS CERAMICS FRANCE

- Lieu-dit Le Châtelet 51120 Nesle-la-Reposte
- Code AIOT : 0005702524
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMERYS CERAMICS France exploite une carrière d'argiles (45 000 t/an au plus) et de calcaire (5 000 t/an au plus) sur les communes de Nesle-la-Repose (51) et Louan-Villegruis-Fontaine (77).

Cette carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral 2002-03-CARRIERE du 20 mars 2002 complété par :

- l'arrêté interpréfectoral DDT51-2016-AIPC-013-CARR du 8 juillet 2016 autorisant l'extension de la carrière sur le territoire des communes de Nesle-la-Reposte (51) et Louan-Villegruis-Fontaine (77) ;
- l'arrêté interpréfectoral 2021-09/DCSE/BPE/M du 13 août 2021 autorisant l'extension de la carrière sur le territoire des communes de Nesle-la-Reposte (51) et Louan-Villegruis-Fontaine (77) sans prolongation de durée ;

L'autorisation d'exploiter est échue le 8 juillet 2026.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registres et plans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15, section 4	Sans objet
2	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3, section 2	Sans objet
3	Eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3, section 2	Sans objet
4	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 13/08/2021, article 2.2.5	Sans objet
6	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 13/08/2021, article 2.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart n'a été constaté par le service de l'inspection.

Par ailleurs, aucun apport extérieur de déchet inerte n'a été effectué pour réaliser les opérations de remblayage.

Et un seul apport de 675 tonnes de terre végétale extérieure au site ont été utilisées pour parfaire le reboisement de décembre 2025, pour remplacer l'échec de la partie plantée en 2022.

De plus, les opérations de reboisement et de suivi font désormais l'objet d'un accompagnement par un expert forestier présent à chaque étape.

Par conséquent, les doutes émis, dans la plaine du groupement forestier en date du 25 septembre

2025, relatifs aux matériaux utilisés pour le remblayage ainsi que sur la qualité du reboisement ne peuvent être corroborées par le service de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15, section 4
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans de carrières à ciel ouvert
Prescription contrôlée : <i>" Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an."</i>
Constats : L'exploitant a transmis au service de l'inspection en amont de la visite le plan d'exploitation avec le relevé datant du 25 février 2026. Par ailleurs l'exploitant a présenté in-situ le plan d'exploitation au format A0 avec l'orthophotographie permettant ainsi une meilleure lecture. Le service de l'inspection constate que l'ensemble des éléments devant figurer sur le plan est présent et la visite du site confirme l'adéquation de la remise en état en cours avec le plan. Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque de la part du service de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3, section 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets inertes externes
Prescription contrôlée : <i>"[...] III. Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. [...]"</i>
Constats :

<p>L'exploitant a confirmé au service de l'inspection que seul un apport de terre végétale a été réalisé en avril 2025.</p> <p>L'exploitant a communiqué au service de l'inspection en amont de la visite le registre de 2025.</p> <p>Le service de l'inspection a constaté la présence des différents items : date, transporteur, immatriculation, quantité (T), entreprise, chantier, n° de document d'acceptation préalable (DAP), le n° de casier de remblayage et le nom du site.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a communiqué au service de l'inspection le résultat des analyses des tests de lixiviation et aucun résultat ne dépasse les valeurs limites des paramètres listés dans l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant indique que dans la politique interne à l'entreprise, dès qu'il y a un apport extérieur, des prélèvements, afin de s'assurer du caractère "inerte et non dangereux des déchets", sont systématiquement réalisés.</p> <p>Le service de l'inspection a également constaté que le remblayage a été réalisé une fois les résultats conformes obtenus de leur prestataire.</p> <p>Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque de la part du service de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3, section 2
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...]</p> <p><i>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines « et les sols ». L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</i></p> <p>[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Un réseau de 3 piézomètres est présent sur le site.</p> <p>L'exploitant a fait le suivi jusqu'en 2025 sur les mêmes paramètres que ceux imposés dans l'arrêté d'autorisation en sortie du déshuileur avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Le service de l'inspection précise à l'exploitant qu'il aurait été plus judicieux de suivre les paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p> <p>Néanmoins, aucune prescription de suivi sur les piézomètres n'est présente dans les différents arrêtés préfectoraux. Par conséquent, le suivi réalisé par l'exploitant n'était pas une obligation.</p> <p>Lors de la visite du site le service de l'inspection a constaté le rebouchage d'un des piézomètres Pz1 conformément aux règles de l'art précisées dans l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué au service de l'inspection que le bureau d'études en charge des attestations permettant de notifier la conformité de la remise en état s'était occupé du rebouchage des deux autres piézomètres.</p> <p>Le service de l'inspection n'a pas de remarque à formuler sur ce point de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Document d'acceptation préalable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>" Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</i> - <i>le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</i> - <i>le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</i> - <i>l'origine des déchets ;</i> - <i>le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</i> - <i>la quantité de déchets concernée en tonnes.</i> <p><i>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</i></p> <p><i>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</i></p> <p><i>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période."</i></p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis au service de l'inspection en amont de la visite, la seule DAP réalisée pour l'apport de terre végétale en avril 2025.</p> <p>Le service de l'inspection constate que tous les éléments énumérés dans l'article 5 ci-dessus sont présents avec la signature de tous les intervenants ainsi que les résultats des analyses réalisées.</p> <p>Par ailleurs, le service de l'inspection a constaté la présence d'un cartouche intéressant qui demande au producteur du déchet de préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si le chantier a fait l'objet d'analyses ou d'un diagnostic des sols ; - si le chantier est référencé sur le site Georisques (présomption de pollution possible). <p>Ce point de contrôle n'appelle aucune remarque de la part du service de l'inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2021, article 2.2.5
Thème(s) : Situation administrative, Déchets utilisables pour le remblayage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"[...]</i></p> <p><i>3. Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.</i></p> <p><i>Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>les déchets d'extraction inertes de la carrière (matériaux de découverte, terres végétales, argiles non valorisables) ;</i> • <i>les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission</i>

définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé. Les matériaux d'origine extérieure utilisés dans le remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux minéraux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont constitués de déblais de chantier à base strictement de terres et pierres naturelles issues de chantiers de terrassements préalablement identifiés afin d'exclure tout type de matériaux tels que bois, métaux, plastiques, papiers, matériaux de démolition, etc... pour garantir cette qualité. Ces matériaux relèvent des codes déchets suivants (article R. 541-7 du code de l'environnement) :

Code déchet	Description
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse
20 02 02	Terres et pierres

[...]"

Constats :

L'exploitant a indiqué au service de l'inspection qu'il n'a pas eu besoin d'apport extérieur de déchets inertes à l'exception de terre végétale en avril 2025.

Cela vient du fait, que l'exploitant n'a pas pu valoriser la craie extraite pour arriver au gisement d'argile, parfois à 42 mètres, et donc elle a été remise lors des opérations de remblayage.

Par ailleurs, l'épaisseur du gisement d'argile variant seulement de 1 à 3 mètres, l'exploitant a pu réaliser une remise en état à plus ou moins 1 mètre de la cote initiale en jouant sur les courbes de niveau.

Enfin, sur la DAP transmise au service de l'inspection le seul code déchet présent est le 17 05 04 "Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses".

Par conséquent l'apport des déchets inertes non dangereux répond à la prescription de l'article 2.2.5 de l'arrêté préfectoral du 13 août 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2021, article 2.2.5

Thème(s) : Situation administrative, Nature de la remise en état

Prescription contrôlée :

"[...]"

2. La remise en état finale du site comprend notamment :

- le remblayage des zones exploitées avec les matériaux de découverte et au besoin des remblais inertes extérieurs, jusqu'à la cote initiale plus ou moins 1 m ;
- le reboisement par des espèces indigènes et présentes à l'état initial des zones défrichées (chêne sessile, merisier, alisier, poirier, hêtre) ;
- la remise en culture d'une partie des terrains initialement à vocation agricole ;

- la création d'une prairie calcicole de fauche en lisière des boisements ;
- la reconstitution des chemins existants (CR dit du Vivier, CR de Nogent-sur-Seine aux Essarts-le-Vicomte et CR de Boichy-Saint-Genest à Fontaine-sous-Montaiguillon) ;
- la suppression des rampes d'accès, des pistes de circulation, des bungalows de chantier, de toutes les structures ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritux divers.

[...]"

Constats :

Le service de l'inspection a souhaité vérifier la conformité de la remise en état déjà réalisée avec la prescription de l'article ci-dessus, objet du point de contrôle.

Par ailleurs, le service de l'inspection a vérifié le reboisement par des espèces indigènes et présentes à l'état initial des zones défrichées.

Il est à noter qu'aucune autre remise en état ne peut se substituer à cette obligation de reboisement. En effet, cette obligation de reboisement était la condition sine qua non à l'autorisation de défrichement.

De plus, une plainte, provenant du Groupement forestier de la Comtesse en date du 25 septembre 2025, indiquait des doutes sur notamment les matériaux utilisés pour le remblayage, et sur le reboisement, où il semblerait que deux tentatives aient abouti à deux échecs.

Concernant, les matériaux de remblayage, ce point a été largement développé dans les constats précédents. Seul un apport de terre végétal a été réalisé en avril 2025 de 675 tonnes d'après le registre de l'exploitant.

Sur les échecs éventuels du reboisement, le service de l'inspection a constaté une différence de croissance sur les espèces plantées au sud, plus avancée, avec celle des espèces plantées aux abords du chemin communal.

L'exploitant a confirmé l'échec du reboisement de 2022 aux abords du chemin communal et explique au service de l'inspection que des opérations de reboisement ont été réalisées une seconde fois, fin 2025.

Pour se faire, l'exploitant a pris accroche avec un expert forestier afin qu'il puisse donner les préconisations nécessaires dans la réussite de ce reboisement et dans son suivi.

L'exploitant rajoute qu'à chaque étape du reboisement et de son suivi, l'expert forestier est présent.

En outre, un constat, rédigé par un auxiliaire de justice, est remis à l'exploitant justifiant, à chaque étape, du respect des préconisations de l'expert forestier.

Enfin, l'exploitant précise qu'une méthodologie de suivi, avec les opérations à réalisées, sera rédigée par l'expert forestier et remise au propriétaire des parcelles boisées lorsque la fin d'exploitation sera actée.

L'exploitant s'est engagé à communiquer au service de l'inspection les rapports de l'expert forestier ainsi que les constats de l'auxiliaire de justice.

Au vu des éléments et des constats in-situ, le service de l'inspection n'a pas de remarque à formuler sur ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite